

La dissuasion nucléaire et les rapports sino-japonais - l'interaction entre une puissance nucléaire et une puissance non nucléaire en Asie de l'Est (Note)

The Nuclear Deterrence and the Sino-Japanese Relations - Interaction between Nuclear Power and Non-nuclear Power in East Asia

Chen Shihmin

Volume 28, numéro 4, 1997

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703804ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703804ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Shihmin, C. (1997). La dissuasion nucléaire et les rapports sino-japonais - l'interaction entre une puissance nucléaire et une puissance non nucléaire en Asie de l'Est (Note). *Études internationales*, 28(4), 685-709. <https://doi.org/10.7202/703804ar>

Résumé de l'article

Since the end of 1950s, the Japanese nuclear policy has consisted in keeping the legal option open for the development of the "defensive" nuclear weapons and maintaining a nuclear potential. The motivation of this "open nuclear option" of Japan would be mainly the development of the nuclear force of China. The US retreat of all the ground-launched and submarine-launched tactical nuclear weapons in 1991 implied the end of the age of dependence on tactical nuclear weapons for "war-fighting" in Asia. The conventional deterrence would already be sufficient for maintaining the stability of the East Asia. The mission of the extended nuclear deterrence of the United States could be reduced to US vital role for countering only the nuclear attack of other country, not for any conventional attack. The controversies about the "antimissile defense" have influenced the security relationship between China and Japan. The important strategic significance of the antimissile defense for Beijing would be that a strategy of the first strike against China would be easier to consider. A theater missile defense in Japan would be less challenging for China and would be useful against the threat of missiles from North Korea. Nonetheless, a strategic missile defense could have a destabilizing impact on Sino-Japanese security relations. The Japanese nuclear policy would be a kind of "recessive deterrence" which operates by the potential and the possibility of developing nuclear weapons. The nuclear crisis in Korea provides a chance to observe the working dynamic of this deterrence. Owing to the worry about the nuclear proliferation of Japan, Tokyo finds it appropriate to ask Beijing to prevent the nuclear development of the North Korea and to maintain the credibility of the extended deterrence of the United States.

La dissuasion nucléaire et les rapports sino-japonais

l'interaction entre une puissance nucléaire et une puissance non nucléaire en Asie de l'Est

CHEN, Shihmin*

ABSTRACT — *The Nuclear Deterrence and the Sino-Japanese Relations – Interaction between Nuclear Power and Non-nuclear Power in East Asia*

Since the end of 1950s, the Japanese nuclear policy has consisted in keeping the legal option open for the development of the "defensive" nuclear weapons and maintaining a nuclear potential. The motivation of this "open nuclear option" of Japan would be mainly the development of the nuclear force of China. The US retreat of all the ground-launched and submarine-launched tactical nuclear weapons in 1991 implied the end of the age of dependence on tactical nuclear weapons for "war-fighting" in Asia. The conventional deterrence would already be sufficient for maintaining the stability of the East Asia. The mission of the extended nuclear deterrence of the United States could be reduced to its vital role for countering only the nuclear attack of other country, not for any conventional attack. The controversies about the "antimissile defense" have influenced the security relationship between China and Japan. The important strategic significance of the antimissile defense for Beijing would be that a strategy of the first strike against China would be easier to consider. A theater missile defense in Japan would be less challenging for China and would be useful against the threat of missiles from North Korea. Nonetheless, a strategic missile defense could have a destabilizing impact on Sino-Japanese security relations. The Japanese nuclear policy would be a kind of "recessive deterrence" which operates by the potential and the possibility of developing nuclear weapons. The nuclear crisis in Korea provides a chance to observe the working dynamic of this deterrence. Owing to the worry about the nuclear proliferation of Japan, Tokyo finds it appropriate to ask Beijing to prevent the nuclear development of the North Korea and to maintain the credibility of the extended deterrence of the United States.

L'objet de cette étude consiste à analyser les relations entre le fonctionnement de la dissuasion nucléaire dans la région et l'interaction sino-japonaise. La crise nucléaire en Corée démontre que l'Asie de l'Est est une des régions principales où existent des dangers de prolifération nucléaire. En prenant en considération tous les pays non nucléaires de cette région (Japon, les deux Corées et Taïwan) qui ont le potentiel pour développer les armes nucléaires et ont peut-être parfois la volonté de les développer, on constate que le fonction-

* Doctorant taïwanais en science politique (option: politique et stratégie) à l'Université Paris 1 (Panthéon-Sorbonne), prépare une thèse, sous la direction de Jean Klein, « Analyse et comparaison des stratégies nucléaires des puissances nucléaires moyennes (la France, le Royaume-Uni et la Chine) ».

nement régional de la dissuasion nucléaire est très singulier et donc intéressant à traiter pour les études nucléaires. Au fur et à mesure du déclin de l'influence militaire des superpuissances en Asie de l'Est après la fin de la guerre froide, on voit l'augmentation substantielle du pouvoir des puissances régionales majeures, à savoir le Japon (puissance économique non nucléaire) et la Chine (seule puissance nucléaire asiatique déclarée). Les rapports sino-japonais deviendraient la relation bilatérale la plus importante pour former un nouveau cadre de sécurité au sein de cette région qui reste encore en transition.

Comme on l'a vu pendant la crise nucléaire en Corée, l'interaction entre les armes nucléaires chinoises et le potentiel nucléaire japonais a joué un rôle important dans les rapports de sécurité sino-japonais. Après une analyse de l'influence du fait nucléaire actuel dans cette région sur les rapports sino-japonais, nous étudierons l'interaction de ces deux pays à propos de la potentialité nucléaire coréenne qui est peut-être le seul et le meilleur cas pour traiter cette question. D'après la recherche entreprise par l'auteur, la question nucléaire reste une facette très peu connue et étudiée dans les rapports sino-japonais, et aucune monographie n'en traite systématiquement. Cette étude pourrait donc contribuer à lever certains voiles sur cette question.

I – Interaction entre l'évolution de la force nucléaire chinoise et les attitudes nucléaires japonaises

Depuis la fin des années 50, le Japon a toujours conservé l'option légale pour le développement des « armes nucléaires défensives ». La motivation de cette « option nucléaire ouverte » du Japon serait principalement le développement chinois de la force nucléaire. Pour le Japon, c'est la Chine qui est l'ennemi historique et l'adversaire potentiel le plus compétitif de la région. Avant l'établissement des rapports diplomatiques en 1972, la politique chinoise du Japon consistait à aider les États-Unis à contenir la force révolutionnaire du communisme chinois en Asie, et les rapports sino-japonais restaient toujours très mauvais. La menace potentielle nucléaire chinoise serait plus prise en compte par le Japon que celle de l'Union soviétique, du moins avant la fraction de l'alliance sino-soviétique. D'autre part, protégé par la mer, le Japon est toujours invulnérable à une agression chinoise classique. Or, le développement chinois des missiles nucléaires constitue une menace potentielle importante pour la survie du Japon. Cette option légale du Japon pour le développement des « armes nucléaires défensives », déclarée pour la première fois en 1957, serait très influencée par la décision chinoise de développer sa propre force nucléaire en 1955 et la coopération nucléaire entre Beijing et Moscou entre 1955 et 1959.

En janvier 1955, la Chine a décidé de développer sa propre force nucléaire. Au début, elle l'a développée avec l'aide soviétique. Beijing et Moscou ont signé six accords pour cette entreprise entre 1955-1958. Un de ces accords indique que « l'Union soviétique offrira à la Chine le modèle de la

bombe atomique et du missile ». Dès lors, la prolifération nucléaire en Asie est devenue un problème inquiétant. Le 7 mai 1957, dans la célèbre déclaration du premier ministre Nobusuke Kishi devant la Chambre des représentants, celui-ci a indiqué que la possession d'armements nucléaires, « dans la limite minimum et nécessaire, à des fins d'autodéfense », n'était pas contraire à la Constitution¹. En 1958, l'année du deuxième conflit dans le détroit de Taïwan, M. Kishi déclarait également : « Quant au développement futur dans l'armement nucléaire, je ne pense pas que la Constitution interdise les armes nucléaires si elles sont de nature défensive². » Pour le Parti libéral-démocratique, la question du développement nucléaire n'est pas une question de Constitution, mais plutôt une question politique qui dépend du contraste entre les nationalistes et les pacifistes antinucléaires.

Le 16 octobre 1964, la Chine a réussi le premier essai nucléaire. Le Premier ministre, Eisaku Sato, a indiqué que l'explosion nucléaire de la Chine communiste a augmenté l'importance de la garantie nucléaire pour la sécurité des pays asiatiques³. À l'époque, Tokyo était en train de discuter avec Washington sur l'introduction au Japon de sous-marins nucléaires américains. Beijing a averti dans sa déclaration, lors de la première explosion nucléaire, que cette introduction « constitue une menace directe pour les peuples du Japon, de la Chine et des autres pays d'Asie⁴ ». En novembre 1964, Eisaku Sato a pris la décision de permettre aux sous-marins nucléaires américains d'entrer dans les ports japonais. Beijing a réagi fortement et a lancé cet avertissement : « Plus la collaboration nippo-américaine est étroite, moins garantie est la sécurité du Japon. Aujourd'hui, l'impérialisme américain est en train de brandir ses armes nucléaires en Asie, et de se préparer activement à une guerre nucléaire. S'il déclençait une telle guerre, le Japon, en tant que base nucléaire des États-Unis, serait destiné à subir un choc et serait inévitablement poussé dans l'abîme de la calamité nucléaire⁵. » Il est évident que le gouvernement Sato a été effrayé par la menace d'une explosion nucléaire chinoise, et cela aurait été une motivation importante pour le Japon de garder ouverte l'option nucléaire. En décembre 1964, Eisaku Sato s'exprime en privé à l'Ambassadeur américain en ces termes : « Si l'autre a l'arme nucléaire, le bon sens veut qu'on la possède aussi. La population japonaise n'est pas encore prête à cette idée, mais elle a besoin d'être éduquée. (–) Le niveau scientifique et industriel du Japon est tout à fait de taille pour fabriquer (l'arme nucléaire)⁶. » En 1965, M. Sato a indiqué qu'« une Chine avec la capacité nucléaire est, en ce qui concerne le

1. ÉRIC SEIZELET, « Les ambiguïtés du discours politique japonais », *Autrement*, n° 39, septembre 1995, p. 114.
2. James R. Van de VELDE, « Japan's Nuclear Umbrella: US Extended Nuclear Deterrence for Japan », *Journal of Northeast Asia Studies*, vol. 7, n° 4, win. 1988, p. 19.
3. *New York Times*, 17 octobre 1964.
4. « Déclaration du Gouvernement de la Chine populaire sur sa première explosion nucléaire », *Quotidien du Peuple (Renmin Ribao)*, Pékin, 17 octobre 1964, p. 1.
5. *Quotidien du Peuple (Renmin Ribao)*, Beijing, 24 novembre 1964, p. 2.
6. Motoya KITAMURA, « Japan's Plutonium Program: A Proliferation Threat ? », *The Nonproliferation Review*, winter 1996, p. 13.

Japon, une menace⁷ ». Et comme le faisait remarquer Kumao Kaneko, les inquiétudes sur le potentiel nucléaire du Japon sont celles du milieu des années 60, alors que Tokyo faisait un effort important pour produire de l'énergie nucléaire⁸. Beijing devrait comprendre que son développement nucléaire risque de mener à la prolifération nucléaire dans les pays voisins, en particulier au Japon et en Inde. Une des principales raisons pour la Chine de proclamer unilatéralement l'engagement, lors du premier essai nucléaire, du « non-emploi en premier » des armes nucléaires consisterait à éviter ce risque.

Le 27 octobre 1966, la Chine a réussi son premier essai mettant simultanément à l'épreuve une fusée et l'ogive nucléaire qu'elle devait transporter. Cela signifie que Beijing disposait de la technique de combinaison de la tête nucléaire et du missile qui aurait déjà pu, à l'époque, atteindre Tokyo. Le 17 juin 1967, la Chine a réussi son premier essai d'une bombe thermonucléaire. Bien que, en décembre 1967, sous la pression intérieure du sentiment antinucléaire, le premier ministre Sato ait déclaré les « trois principes non nucléaires » du Japon (non fabrication, non introduction et non détention), et que ces trois principes aient été ensuite repris par une résolution de la Diète en janvier 1968, le directeur de l'Agence de Défense, M. Masuda, a indiqué devant la Diète, le 20 décembre 1967, que « l'arme nucléaire tactique peut être possédée parce qu'elle ne constitue aucune menace pour les pays étrangers et qu'elle consiste à défendre le territoire national⁹ ». Il est significatif de souligner que les trois principes non nucléaires n'ont pas encore de base légale, mais sont seulement une résolution de la Diète qui avait principalement pour but d'élargir le soutien public pour la prolongation du traité nippo-américain de sécurité à la fin des années 60¹⁰. Et le gouvernement japonais a toujours refusé les demandes des partis d'opposition de légaliser ces trois principes.

Le 26 mai 1967, la Chine a réussi l'essai du missile à moyenne portée Dongfeng III (CSS-2), capable d'atteindre les bases américaines aux Philippines et déployé en 1971. Le 10 septembre 1970, Beijing réussissait l'essai du missile de portée quasi intercontinentale Dongfeng IV (CSS-3), capable d'atteindre les bases américaines à Guam. En cas de guerre entre la Chine et les alliés asiatiques des États-Unis, Washington devrait ainsi prendre en considération la possibilité selon laquelle l'intervention américaine provoquerait une attaque nucléaire chinoise sur ses bases en Asie. Cela mènerait à une guerre nucléaire sino-américaine ou peut-être une guerre nucléaire mondiale. Il est fort probable que Washington ne voudrait alors pas accepter les conséquences de cette guerre. On se souviendra à cet effet que le président Nixon dévoilait en juillet

7. Cité par Kei WAKAIZUM, « The Problem of Japan », dans Alastair BUCHAN, dir., *A World of Nuclear Powers*, Englewood Cliffs, New Jersey, Prentice-Hall, 1966, p. 82.

8. Kumao KANEKO, « Japan Needs No Umbrella », *The Bulletin of the Atomic Scientists*, mars/avril 1966, p. 46.

9. Savita DATT, « Japan : On the Nuclear Option Threshold », *Strategic Analysis*, vol. 16, n° 3, juin 1993, p. 285.

10. Ce Traité signé en 1954, modifié et prorogé pour 10 ans en 1960, est prorogé automatiquement depuis 1970. La discussion de la prorogation à la fin des années 50 et 60 a suscité des manifestations importantes d'opposition.

1969 sa nouvelle politique asiatique (la doctrine Nixon), symbolisant le retrait important des États-Unis en Asie dans le domaine de la force classique. Les progrès chinois en matière de missiles auraient eu des influences négatives pour la crédibilité du parapluie nucléaire des États-Unis, ces derniers mettant toujours l'accent sur le non franchissement du seuil nucléaire et essayant d'éviter les conflits avec les pays en possession d'armes nucléaires. En 1969, dans un rapport très secret du ministère des Affaires étrangères, intitulé « Préalables de la politique étrangère du Japon », et publié par un journal japonais en 1994, il était écrit que « le Japon maintiendrait son potentiel économique et technique pour produire l'arme nucléaire¹¹ ». Le 2 juin 1969, le premier ministre Sato a encore indiqué à la Diète que « les trois principes non nucléaires peuvent être modifiés à tout moment si la politique change ou si un nouveau Cabinet est formé¹² ». Dans le premier Livre blanc sur la défense du Japon, publié en octobre 1970, il est stipulé que « nous pouvons considérer légalement possible de posséder une petite force nucléaire, si cette force garde des proportions réduites, nécessaires pour la défense, et qu'elle ne constitue pas une menace d'agression envers les autres pays¹³ ». D'autre part, Tokyo a hésité à signer le Traité de non-prolifération jusqu'en février 1970 (95^e État), et à le ratifier jusqu'en juin 1976 (97^e État). Cette hésitation a toujours alimenté un certain doute sur la sincérité japonaise à propos des trois principes non nucléaires.

Depuis la déclaration du président Nixon en juillet 1971, lors de sa visite en Chine communiste, les rapports sino-japonais ont beaucoup changé. Dès lors, Beijing et Tokyo avaient des intérêts communs en matière de sécurité pour contenir la force soviétique. Ces deux pays ont établi des relations diplomatiques en 1972 et ont signé le Traité de Paix et d'Amitié en 1978. La Chine considérait le Japon comme un facteur important dans sa stratégie globale anti-soviétique. Les dirigeants chinois ont cessé d'accuser le Japon de néo-militarisme et ont essayé de rapprocher Tokyo de la Chine tout en l'éloignant de l'Union soviétique. La politique du Japon consistait aussi à éviter une nouvelle alliance sino-russe, considérée comme une menace importante pour la sécurité japonaise. Beijing ne s'opposait pas au programme de modernisation militaire japonaise si cette force accrue était prévue seulement pour la défense contre la menace soviétique et qu'elle n'atteignait pas un niveau menaçant vis-à-vis des pays voisins du Japon. Et sur le traité de sécurité nippo-américain, son attitude consistait ni à le critiquer ni à le soutenir, mais à l'accepter. Dans ce contexte-là, la Chine aurait peut-être décidé de retarder l'essai du missile balistique intercontinental (ICBM) Dongfeng-v (CSS-4), arme pouvant menacer le territoire national des États-Unis et peut-

11. *The Washington Times*, 5 août 1994.

12. Savita DATT, *op. cit.*, p. 286.

13. *Ibid.*

être déjà déployée en 1979, afin de ne pas mécontenter Washington et d'éviter d'influencer la crédibilité américaine de la dissuasion élargie en Asie, y compris au Japon¹⁴.

Depuis la fin des années 70, la Chine aurait acquis la capacité de riposte nucléaire¹⁵ et donc, la menace importante de frappe chirurgicale se serait éloignée. Depuis cette époque, son arme nucléaire est devenue un facteur très positif pour la sécurité nationale. Les nouveaux dirigeants chinois estiment qu'il n'existerait plus de menace <immédiate> et qu'il resterait seulement des menaces <importantes> pouvant être retardées. Pour la première fois, Beijing pense que la sécurité de son autorité ne devrait plus dépendre des protections directe (l'URSS pendant les années 50 et 60) ou indirecte (les États-Unis pendant les années 70) des superpuissances et qu'on pourrait se défendre indépendamment. Le premier essai de l'ICBM Dongfeng-v, en mai 1980, pourrait être considéré comme le commencement du processus qui consiste à changer la « position de dissuasion unilatérale » contre l'Union soviétique pendant les années 70 et à rééquilibrer les considérations vis-à-vis des menaces potentielles de l'Union soviétique et des États-Unis. Cette évolution est due en partie à l'éloignement de la menace de la frappe chirurgicale et à la moindre dépendance vis-à-vis de la protection américaine. Cela est une des principales raisons pour laquelle la Chine populaire a avancé la politique étrangère d'<indépendance et d'autonomie> en 1982 et a adopté une attitude plus neutre dans les rapports avec les Deux Grands. L'essai chinois de l'ICBM aurait accru les suspicions japonaises sur la volonté des États-Unis de s'engager dans de futurs conflits militaires avec une Chine nucléaire. Une fois les villes américaines mises à la portée des missiles nucléaires de la Chine, certains Japonais pourraient se demander si Washington voudrait sacrifier Los Angeles pour sauver Tokyo. De plus, selon une estimation occidentale, la Chine ne possède, depuis la réussite de l'essai en 1980, que quatre têtes nucléaires pour son ICBM Dongfeng-v¹⁶. Parmi les raisons probables du développement minimum de l'ICBM chinois, il y aurait la volonté d'éviter de détériorer les rapports de sécurité sino-américaine et de se garder d'accroître les doutes sur le parapluie nucléaire américain, facteur décisif pour empêcher la prolifération nucléaire au Japon. D'autre part, les mots ambigus des officiels japonais sur la question nucléaire avaient toujours cours pendant ces années-là. En mars 1978, le premier ministre Fukuda a indiqué devant la Diète : « On peut prendre une décision pour équiper l'armée nationale de l'arme nu-

14. Une autre raison possible pour laquelle Pékin a retardé l'essai de l'ICBM réside dans les perturbations et le sabotage par la ligne d'extrême-gauche pendant la Révolution culturelle. Voir John W. LEWIS et XUE, Litai, *China build le bombe*, Stanford, Cal, Stanford University Press, 1988, p. 214.

15. En janvier 1976, le Général George S. Brown, commandant des états-majors de l'armée américaine, a indiqué devant le Congrès : « Si la force nucléaire chinoise est faible, ... elle a déjà acquis une capacité modeste, mais crédible, de représailles nucléaires envers l'URSS, ... » Voir Jonathan D. POLLOCK, « China as a Nuclear Power », dans William H. OVERHOLT, (dir.), *Asia's Nuclear Future*, Boulder, Col, Westview Press, 1977, p. 52.

16. SIPRI Yearbook 1995: *World Armaments and Disarmament*, New York, Oxford University Press, 1995, p. 333.

cléaire¹⁷. » En 1984, le premier ministre Nakasone a refusé la demande du parti d'opposition sur l'introduction du principe d'interdiction d'emploi des armes nucléaires dans les trois principes non nucléaires, et dit que cela « peut être une infraction à la souveraineté des pays nucléaires¹⁸ ».

Depuis la fin de la guerre froide, la menace nucléaire soviétique a beaucoup diminué et la force américaine a aussi été réduite en Asie de l'Est. Le rôle potentiel du Japon dans cette région provoque une inquiétude particulière pour les Chinois. On peut observer ces inquiétudes dans les réactions chinoises sur les efforts du gouvernement japonais pour faire adopter une législation permettant aux forces japonaises de participer aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies¹⁹. Le traité de sécurité nippo-américain serait considéré, par les dirigeants chinois, comme un facteur important pour retenir l'expansion rapide de la puissance militaire japonaise, mais aussi comme une source importante de crainte d'« encerclement » de la Chine²⁰. D'autre part, dans les documents officiels de défense japonaise, l'accent est de plus en plus mis sur la menace chinoise de la modernisation militaire des essais nucléaires et des politiques d'expansionnisme dans la mer de Chine méridionale²¹. La force nucléaire confère à la Chine une supériorité militaire sur le Japon. C'est la raison principale pour laquelle Tokyo a toujours maintenu une attitude non provocatrice dans les rapports sino-japonais²².

II – La stratégie nucléaire et les rapports sino-japonais

La stratégie nucléaire a beaucoup plus été étudiée sur l'Europe que sur l'Asie, or les rapports nucléaires les plus complexes se trouveraient en Asie, en particulier en Asie de l'Est. C'est au Japon qu'on a employé la bombe nucléaire. Et les deux superpuissances auraient aussi pensé à faire une frappe

17. Savita DATT, *op. cit.*, p. 286.

18. *Ibid.*, p. 287.

19. ZHANG, Dalin, « Japan's Bill on Cooperation in UN Peacekeeping Operations », *Études sur les problèmes internationaux* (Guoji wenti yanjiu), n° 2, 13 avril 1992, dans FBIS-China (Foreign Broadcast Information Service), 22 mai 1992, pp. 4-10.

20. FENG, Zhaokui, « Where is the US-Japanese Security Treaty Going? », *Savoir mondial* (Shijie Zhishi), n° 20, 16 octobre 1990 dans JPRS-China (Joint Publications Research Service), 30 nov. 1990 pp. 1-2 ; et GUO, Xiangang, « Long Contemplated Readjustment : US Posture in Asia-Pacific Region », *Savoir mondial* (Shijie Zhishi), n° 4, 16 février 1992, dans FBIS-China, 24 mars 1992, pp. 3-5 ; Le Japon et les États-Unis ont adopté, le 23 septembre 1997, les nouvelles lignes directrices de leur alliance stratégique qui renforcent le rôle du Japon en cas de conflit régional. Ce document a provoqué la fureur de Beijing, qui redoute un « encerclement » de la Chine. Sur la réaction de la Chine, voir *Quotidien du peuple* (Renmin Ribao), 25 septembre 1997, Beijing, p. 2.

21. Jean-Marie Bouissou, « Le Japon et la Chine : amour, haine et géostratégie », *Politique étrangère*, n° 2, 1996, pp. 322-323 ; et Michael J. GREEN and Benjamin L. SELF, « Japan's Changing China Policy : From Commercial Liberalism to Reluctant Realism », *Survival*, vol. 38, n° 2, summer 1996, pp. 42-45.

22. Sur l'attitude japonaise non provocatrice vis-à-vis de la Chine, voir Hidenori IJIRI, « Sino-Japanese Controversy since the 1972 Diplomatic Normalization », *China Quarterly*, n° 124, décembre 1990, pp. 639-661 et IRIYE, Akira, « Chinese-Japanese Relations 1945-90 », *China Quarterly*, n° 124, décembre 1990, pp. 626-628.

chirurgicale préventive pour éliminer la force nucléaire chinoise pendant les années 60. De plus, Washington a aussi envisagé l'emploi des armes nucléaires tactiques pendant la guerre de Corée, du Viêt-nam et lors du conflit du détroit de Taïwan dans les années 50. En outre, tous les pays non nucléaires de cette région (Japon, les deux Corées et Taïwan) ont le potentiel pour développer les armes nucléaires et ont peut-être parfois la volonté de le faire. Afin de comprendre le rôle de la force nucléaire et le fonctionnement de la dissuasion nucléaire dans les rapports de sécurité sino-japonaise, il est important de traiter la question de la stratégie nucléaire de cette région.

A — Non-emploi en premier

La Chine est la première et actuellement la seule puissance à s'engager pour le « non-emploi en premier » des armes nucléaires. Pourtant, cette question reste encore peu discutée en Asie de l'Est à la différence de l'Occident. La discussion de cette question est favorable pour appréhender le rôle de l'arme nucléaire dans cette région et l'évolution de ce rôle après la fin de la guerre froide. À l'époque de Mao Zedong, les autorités de Beijing se sont toujours senties menacées. Pendant les années 60 et 70, la force nucléaire chinoise était très peu développée et vulnérable. Il aurait été facile pour les superpuissances, à cette époque, d'éliminer la force nucléaire chinoise. À cause des spécificités des armes nucléaires, l'attaque préventive chirurgicale²³ est encore aujourd'hui le seul moyen efficace pour supprimer complètement la menace nucléaire de l'adversaire potentiel. De plus, le temps nécessaire pour pratiquer une attaque chirurgicale (avant l'acquisition d'une capacité de riposte nucléaire) est limité. Par conséquent, du début des années 60 à la fin des années 70, où la Chine populaire aurait obtenu la capacité crédible de faire des représailles nucléaires, ce pays était toujours menacé par l'attaque chirurgicale des superpuissances. Dans les années 60, cette menace provenait des États-Unis²⁴. Ensuite après le conflit militaire sino-soviétique sur l'île de Damansky en 1969²⁵ et la normalisation des relations sino-américaines en cours depuis le début des années 70, cette menace provenait de l'Union soviétique. D'autre part, la Chine populaire ne bénéficiait pas de la protection du « parapluie nucléaire » quand elle a développé sa force nucléaire. De plus, elle était la

23. L'exemple de cette attaque est celle de l'aviation israélienne qui détruit le centre nucléaire irakien de Tamuz le 7 juin 1981. Sur l'influence de cette menace à la stratégie nucléaire de la Chine, voir CHEN, Shihmin, « La conception chinoise de la dissuasion nucléaire à l'époque de Mao Zedong », *Stratégie*, n° 63, 1997, pp. 45-66.

24. Voir CHANG, Gordon H., « JFK, China, and the Bomb », *The Journal of American History*, vol. 74, n° 4, mars 1988, pp. 1287-1310. L'auteur a utilisé des documents officiels secrets, qui avaient été publiés ces années-là, pour déterminer si les présidents américains Kennedy et Johnson avaient envisagé d'entreprendre une attaque chirurgicale envers la Chine continentale.

25. En août 1969, l'URSS a fait allusion à la possibilité de l'escalade de la guerre nucléaire, y compris peut-être une attaque chirurgicale envers la Chine populaire. Voir Gerald SEGAL, *Defending China*, London, New York, Oxford University Press, 1985, chap. 9 : « Soviet Union, 1969 », pp. 176-196.

seule puissance nucléaire voisine d'une superpuissance : l'Union soviétique. En conséquence, la force nucléaire aurait vraisemblablement été un facteur plutôt négatif pour la sécurité de la Chine populaire dans les années 60 et 70. Il était peut-être préférable pour Beijing de diminuer la valeur militaire de sa force nucléaire. L'engagement unilatéral chinois du « non-emploi en premier » aurait été un discours visant à diminuer la valeur militaire de sa force nucléaire, et à inciter les deux superpuissances à renoncer à une attaque chirurgicale. Aussi cet engagement aurait-il été favorable à la sécurité de la Chine populaire et c'est la raison principale pour laquelle Beijing a pris cet engagement en 1964. Cependant, il n'en aurait pas été de même pour l'Europe occidentale ; il n'est pas certain en effet que cet engagement ait été favorable à la sécurité des pays de l'OTAN.

D'autre part, les points de vue chinois sur les rapports entre l'arme nucléaire et l'arme conventionnelle diffèrent de ceux des pays de l'Alliance atlantique et de la France. Généralement, on peut dire que la Chine est un pays presque impossible à conquérir en raison de sa forte population et de l'étendue de son territoire. Si l'ennemi n'utilise pas la force nucléaire, la force classique chinoise serait suffisante pour maintenir le régime. De plus, Beijing pense toujours que « C'est l'homme (c'est-à-dire la force classique) qui décide de l'issue d'une guerre.(...) Le sort de la Chine est décidé par le peuple chinois, (...), non par les armes nucléaires²⁶. » La stratégie militaire de Beijing dépend toujours de la force conventionnelle pour dissuader la première frappe nucléaire et l'attaque classique des ennemis. Beijing met l'accent sur la puissance de la « Guerre populaire²⁷ » qu'il prépare. Il propage toujours la certitude que la « Guerre populaire » serait victorieuse, c'est-à-dire l'impossibilité de conquérir la Chine. Par conséquent, en Chine populaire, la force principale de la dissuasion est toujours la force classique. La force nucléaire joue seulement un rôle secondaire pour renforcer la puissance de la force conventionnelle. C'est l'autre différence importante entre la Chine populaire et l'OTAN. Dans l'Alliance atlantique, l'arme nucléaire est toujours la force principale pour la défense. Et il est plus facile à la force classique des ennemis de conquérir ou d'occuper l'Europe de l'Ouest. Par conséquent, même si l'engagement du « non-emploi en premier » diminuait la force de dissuasion nucléaire, la force de dissuasion générale (c'est-à-dire l'association des forces de dissuasion nucléaire et classique) est encore suffisante pour la défense de la

26. La déclaration chinoise sur la première explosion nucléaire, *Quotidien du Peuple* (Renmin Ribao) 17, 10, 1964, Beijing, p. 1. Sur les points de vue chinois vis-à-vis des rapports entre les armes nucléaires et les armes classiques, voir la discussion de CHEN, Shihmin, « Les points de vue chinois sur la nature de la guerre nucléaire », *Relations internationales et stratégiques*, n° 27, automne 1997, pp. 86-87 et 92-93.

27. Sur la pensée militaire chinoise de la <Guerre Populaire>, voir MAO, Zedong : « Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine » (déc., 1936), *Oeuvres choisies de Mao, Zedong*, vol. 1, Beijing, Renmin, 1990, pp. 154-225 ; « Problèmes stratégiques de la guérilla de résistance contre le Japon », *op. cit.*, vol. 2, pp. 373-406 ; « De la guerre prolongée », *ibid.*, pp. 407-484 ; « La guerre et les problèmes stratégiques », *ibid.*, vol. 2, pp. 506-521, et LIN, Biao, *Vive la victoire de la guerre populaire*, Beijing, Renmin Press, 1965, et Ralph L. POWELL, « Maoist Military Doctrine », *Asian Survey*, 8 : 4 (avril 1968) pp. 239-262.

Chine populaire. Après les conflits militaires avec les Soviétiques, les Américains, les Indiens et les Vietnamiens, Beijing pensait pouvoir résister à toutes les agressions classiques sans recourir à la force nucléaire. La force nucléaire chinoise ne dissuade que l'attaque nucléaire de l'ennemi. Beijing n'estime pas que l'engagement du « non-emploi en premier » porte atteinte à sa sécurité. Et peut-être, dans les années 60 et 70, cet engagement était-il favorable à sa sécurité en ayant l'avantage de ne pas lui faire courir le risque d'une guerre. À l'époque de la guerre froide, l'OTAN a cependant officiellement estimé que cet engagement constituait un risque de guerre.

L'engagement du « non-emploi en premier » signifie théoriquement que Beijing abandonne son droit d'attaque nucléaire préventive. La force nucléaire chinoise serait seulement utilisée comme riposte à l'emploi par l'ennemi de la force nucléaire. La Chine laisserait l'adversaire attaquer en premier pour mieux le maîtriser. Aussi, la stratégie nucléaire de Beijing met-elle l'accent sur les représailles nucléaires²⁸. Si la force nucléaire est utilisée dans ce cadre, les éventuels adversaires à sa force nucléaire ne pourraient être que son voisin nucléaire : la superpuissance soviétique, et l'autre superpuissance, les États-Unis, qui stationnent des troupes et des armements (y compris la force nucléaire) en Asie. Ainsi, une des caractéristiques fondamentales de la bataille nucléaire que Beijing prépare est qu'il doit faire face à des adversaires plus forts que lui²⁹. La réflexion sur la stratégie nucléaire repose sur la façon de dissuader l'ennemi « du faible au fort ». Il s'agit d'une autre forme de la « dissuasion du faible au fort » que celle mise de l'avant par la France. En outre, cet engagement est aussi utile au renforcement de l'image chinoise du maintien de la paix. Dans presque toutes les conférences sur le problème du désarmement nucléaire, Beijing formule la proposition d'une convention internationale sur le « non-emploi en premier » inconditionnel et général des armes nucléaires. Cette proposition demeure une composante importante de la position chinoise sur le désarmement nucléaire.

Une des raisons principales pour laquelle Beijing a procédé à cet engagement en 1964 consistait à empêcher la prolifération nucléaire en Asie³⁰, en particulier au Japon. Pendant l'époque de la guerre froide, le Japon, les États-Unis et leurs alliés asiatiques étaient contre l'idée de cet engagement³¹, parce que dans la stratégie nucléaire américaine en Asie, l'accent est mis sur le seuil de « guerre », et non sur le seuil de « guerre nucléaire ». À l'époque, on estimait

28. Voir WANG, Qi, « La stratégie nucléaire », dans Département de la stratégie de l'Institut de science militaire, *Essais de la stratégie militaire*, chap. 10, Beijing, Éditions l'Armée populaire de Libération (APL), 1989, p. 169.

29. ZHANG, Jinxi, « Analyse de la théorie de la bataille nucléaire dans le système de la théorie de bataille de notre pays », *Nouvelle analyse de la théorie fondamentale de bataille*. Publication à usage interne, 1988, pp. 841-842.

30. Sur les rapports entre le « non-emploi en premier », la non-prolifération et la dissuasion élargie, voir George H. QUESTER et Victor A. UTGOFF, « No-First-Use and Nonproliferation: Redefining Extended Deterrence », *The Washington Quarterly*, Spring 1994, pp. 103-114.

31. Voir « A.U.S. No-First-Use Pledge », dans Ralph N. CLOUGH et al., *The United States, China, and Arms Control*, Washington, D.C., Brookings Institution, 1975, pp. 89-104.

que les communistes détenaient une supériorité en force conventionnelle sur la péninsule coréenne. Pour le moins, la force classique aurait peine à empêcher l'occupation de Séoul. La possibilité d'emploi en premier de l'arme nucléaire tactique américaine jouait un rôle important pour dissuader l'agression classique communiste en Corée³². On a maintenu le seuil nucléaire bas pour renforcer la crédibilité de la dissuasion. Or, l'engagement de « non-emploi en premier » affaiblirait la dissuasion contre une agression conventionnelle et rendrait donc le déclenchement d'une guerre classique plus probable. La Corée du Nord et ses alliés communistes pourraient interpréter le renoncement à l'« emploi en premier » comme une garantie de non riposte nucléaire face à son offensive classique décisive. De plus, la possibilité d'emploi en premier de l'arme nucléaire américaine est aussi un symbole important du véritable lien entre le sort des États-Unis et celui de ses alliés de l'Asie de l'Est. On pensait que l'engagement du « non-emploi en premier » endommagerait la crédibilité de la « dissuasion élargie » des États-Unis, et donc que cela encouragerait leurs alliés asiatiques à développer leur propre force nucléaire pour se défendre.

Après la fin de la guerre froide, la menace nucléaire russe a beaucoup diminué. L'équilibre militaire classique a aussi graduellement changé au profit de la Corée du Sud depuis la fin des années 80³³. Quant au Japon, l'agression conventionnelle l'inquiète toujours moins en raison de la protection de la mer. La fonction dissuasive des armes nucléaires tactiques sur la péninsule coréenne pourrait être remplacée par les armes conventionnelles techniquement équivalentes. De plus, en 1991, Washington a décidé de retirer toutes les armes nucléaires tactiques sol-sol et sous-marines, y compris sur la péninsule coréenne et au Japon. Cela implique la fin de l'époque de dépendance en armes nucléaires tactiques pour un « combat » en Asie, et de ce fait la mission des armes nucléaires pourrait être réduite à la fonction dissuasive ultime pour contenir la force « nucléaire » des ennemis. En d'autres termes, la dissuasion classique serait déjà suffisante pour la stabilité de cette région. Cela relèverait considérablement le seuil nucléaire et réduirait donc le danger nucléaire en Asie de l'Est.

Quant au rôle du parapluie nucléaire américain en Asie, pierre angulaire du régime de non-prolifération nucléaire, en raison de l'absence d'une menace immédiate dans cette région, la dissuasion élargie, fondée sur le partage des

32. Le danger de l'emploi américain des armes nucléaires a été montré dans le commentaire d'un ancien secrétaire de Défense des États-Unis, James R. Schlesinger, sur l'emploi possible en premier des armes nucléaires dans la Péninsule coréenne. Voir SHINSCHI, Ogawa : « US Nuclear Force and Japanese/Western Pacific Security », dans Patrick J. GARRITY et Steven A. MAARANEN, dir., *Nuclear Weapons in the Changing World*, New York, Plenum Press, 1992, p. 148. Sur le rôle de l'arme nucléaire tactique américaine dans cette région à l'époque de la guerre froide, voir pp. 147-151.

33. Voir KWAK, Tae-Hwan, « Military Capability of South and North Korea: A Comparative Study », *Asian Perspective*, vol. 14, n° 1, spring-summer 1990, pp. 113-143 ; et HA, Young-Sun, « The Korean Military Balance: Myth and Reality », dans William J. TAYLOR Jr., John Q. BLODGETT et Michael MAWARR (dir.), *The Future of the South Korean-US Security Relations*, Boulder, Col., Westview Press, 1989, pp. 89-99.

risques et des responsabilités, se viderait de sa substance militaire. La mission de la garantie nucléaire américaine se réduirait à son rôle vital afin de riposter seulement à l'attaque de l'arme nucléaire d'autres pays, mais non plus à celle de l'arme conventionnelle. De nos jours, il nous paraît nécessaire de donner la priorité absolue à l'arrêt de la prolifération nucléaire en Asie de l'Est, problème déjà important dans cette région. Cet engagement démontrerait l'inutilité de la force nucléaire. Si l'on réduisait l'utilité militaire et le prestige des armes nucléaires, les tentatives de prolifération parmi des États non nucléaires seraient réduites d'autant. Une politique américaine du « non-emploi en premier » vis-à-vis de la Corée du Nord et de la Chine peut maintenir la légitimité de la dissuasion selon laquelle le nucléaire ne dissuade que du nucléaire, et sans provoquer, par effet de retour, la banalisation des armes nucléaires de cette région, en particulier pour Pyongyang, qui a aussi demandé aux États-Unis de procéder à cet engagement³⁴. D'autre part, un engagement régional pour le « non-emploi en premier » pourrait aussi être lié à l'établissement d'une zone dénucléarisée en Corée et éventuellement au Japon, et encourager ces deux pays à adopter une politique de « défense non nucléaire » qui serait favorable à la non-prolifération nucléaire en Asie de l'Est.

B — Les controverses sur la défense antimissile

En dépit des efforts développés par Beijing et Tokyo pour éviter les changements qui pourraient se produire dans le cadre stratégique EU-Japon-Chine après la fin de la guerre froide, on se rend compte que l'alliance nippo-américaine risque fort de se heurter de plus en plus aux intérêts de sécurité de la Chine. Le meilleur exemple de ce conflit est donné par les controverses sur la « défense antimissile » qui influence les rapports de la dissuasion nucléaire entre la Chine et le Japon. La coopération nippo-américaine de la défense antimissile de théâtre (TMD) vient des efforts de développement commun dans la technologie de l'« Initiative de défense stratégique » (IDS) développés par les sociétés des deux pays depuis la fin des années 80. Ces efforts ont été impulsés par la guerre du Golfe en 1991, qui a montré les limites du système de missile Patriot comme défense antimissile. En mai 1993, la Corée du Nord a réussi à tester dans la mer du Japon le missile No-dong 1, de portée de 1000 km. Comme on l'a remarqué dans le Livre blanc sur la défense du Japon 1995, « plus de la moitié du Japon se situe dans son rayon d'action. De plus, on pense que la Corée du Nord va essayer de développer un missile de plus grande portée que le missile No-dong 1. Si Pyongyang réussit à le fabriquer, ce missile pourrait servir de vecteur à une bombe de destruction massive³⁵ ». La

34. Le 30 janvier 1991, le vice-ministre des Affaires étrangères de Pyongyang a soumis la signature nord-coréenne de l'Accord de Garanties AIEA au retrait des forces nucléaires américaines établies en Corée du Sud. De plus, il a suggéré que l'assurance américaine de « non-emploi en premier » pourrait être acceptable. Le 2 février 1991, *The Pyongyang Times* cité par Gary KLINTWORTH, « Arms Control and Great-Power Interests in the Korean Peninsula », *The Korean Journal of Defense Analysis*, vol. 4, n° 2, winter 1992, p. 172.

35. *Defence White Paper 1995*, Tokyo, p. 61.

discussion nippo-américaine sur le système antimissile pour contrer la menace des missiles de la Corée du Nord et de la Chine se poursuit depuis octobre 1993³⁶. Les controverses sur la défense antimissile entre Beijing et l'alliance nippo-américaine deviennent aussi de plus en plus importantes.

De façon générale, Washington manifeste un plus grand enthousiasme que Tokyo envers le projet d'installation de TMD au Japon. En effet, la sécurité des militaires américains basés dans les pays alliés joue un rôle fondamental dans la prise de position des États-Unis. Mais pour le Japon, l'installation de ce système comporte des effets potentiels discutables sur la sécurité et la stabilité régionale. D'abord, le système TMD contribuerait à réduire la vulnérabilité des grandes villes japonaises et à défendre la présence militaire américaine. Il deviendrait donc plus difficile et moins crédible de prendre les villes japonaises en otage dans les confrontations internationales. Par ailleurs, la défense antimissile doterait le Japon d'une dissuasion moins menaçante pour les pays voisins que la fabrication par ce pays de l'arme nucléaire. Considérant que la Corée du Nord est un pays dont la gouverne s'écarte d'une logique rationnelle, la plupart des stratèges du courant dominant, y compris à l'Agence de Défense japonaise, estiment qu'une défense nucléaire japonaise ne serait pas aussi efficace que la dissuasion nucléaire américaine³⁷. De plus, la coopération TMD resserrerait les liens militaires nippo-américains et renforcerait donc leur alliance. En outre, le système TMD contribuerait à diminuer l'utilité militaire et politique des missiles tactiques de destruction massive. Cela pourrait réduire les motivations des adversaires, en particulier celles de la Corée du Nord, à les fabriquer et pourrait donc contribuer à la non-prolifération³⁸. D'autre part, l'installation du système TMD élèverait le prix de l'attaque et le seuil du franchissement de la guerre. Elle accroîtrait aussi le sentiment d'incertitude chez les dirigeants adversaires, ce qui contribuerait à dissuader le déclenchement de la guerre. De plus, le système TMD aiderait à diminuer le danger des accidents de lancement de missiles, en particulier à notre époque, où il existe des possibilités d'instabilité politique en Corée du Nord et en Chine. C'est pourquoi plusieurs officiels japonais s'intéressent ouvertement au système TMD pour contrer les menaces régionales potentielles de la Corée du Nord et de la Chine³⁹. Or, ils insistent sur le fait que de nombreux problèmes politiques et légaux doivent d'abord être résolus.

36. Sur cette discussion, voir Steven HILDRETH and Gray J. PAGLIANO, « Theater Missile Defense and Technology Cooperation: Implications for the US-Japan Relationship », *CRS Report for Congress 95-907F* Washington, Congressional Research Service, 21 août 1995, pp. 5-7 ; et Steven HILDRETH and Jason D. ELLIS, « Missile Defense Redivivus: Allied Support for Theater Missile Defense », *Orbis*, winter 1996, pp. 108-111.

37. Motoya KITAMURA, *op. cit.*, p. 12. Sur les rapports entre la dissuasion et la défense antimissile, voir Keith B. PAYNE, « Post-Cold War Deterrence and Missile Defense », *Orbis*, spring 1995.

38. Sur les rapports entre la défense antimissile et la non-prolifération, voir Keith B. PAYNE, « Proliferation, Deterrence, Stability and Missile Defense », *Comparative Strategy*, janvier-mars 1994, pp. 119-120.

39. Steven HILDRETH and Jason D. ELLIS, *op. cit.*, p. 109.

La question de l'installation du système TMD au Japon a pour principal effet négatif les réactions des adversaires, en particulier la Chine et la Corée du Nord. Bien que le Japon déclare que le programme antimissile ne soit pas une réponse adressée à la Chine, mais à la Corée du Nord⁴⁰, les réactions chinoises sont toujours très vives. Lors des dialogues sino-japonais sur la sécurité, en janvier 1995, le Japon a demandé à la Chine de restreindre les essais nucléaires et ceux de ses missiles, ce à quoi les représentants chinois ont répondu en demandant pourquoi le Japon avait, lui, envie de développer le système TMD que Beijing considérait comme une menace à l'équilibre stratégique en Asie du Nord-Est⁴¹. La Chine pense qu'un système commun nippo-américain de défense antimissile est un signe politique consistant à contenir la puissance militaire émergente de la Chine. Beijing s'inquiète toujours pour la viabilité de sa dissuasion nucléaire face à l'installation du système antimissile de théâtre au Japon ou du système national de défense stratégique antimissile aux États-Unis et en Russie. Un expert chinois a calculé que 80 pour cent des missiles sol-sol chinois seraient comptés dans la catégorie de missile de théâtre et seraient vulnérables au système TMD⁴². Le retard de la technologie chinoise limiterait les contre-mesures disponibles pour la Chine, et la technologie de tête unique de ses missiles montre encore l'efficacité possible de ce système. La signification stratégique importante de la défense antimissile pour Beijing serait qu'une stratégie de la première frappe contre la Chine serait plus facile à envisager. Un officiel chinois a remarqué que l'installation du système TMD en Asie « accroîtra le danger de guerre nucléaire (–) et déclenchera une course aux armements dans l'espace⁴³ ». D'après les scientifiques chinois, l'installation des systèmes BMD ou TMD pousserait Beijing à améliorer et à augmenter ses vecteurs nucléaires, par exemple le développement des missiles avec des têtes multiples (MIVRS)⁴⁴. Une étude a estimé qu'il serait facile pour la Chine de doubler ou de tripler ses vecteurs nucléaires actuels⁴⁵.

40. Theresa HITCHENS and Usui NAOAKI, « China Sees Japan's TMD as Threat to Nuclear Might », *Defense News*, 22-28 avril 1996, p. 12. Pour les critiques de la Corée du Nord, voir « North Korea Attacks Japan over Missile Defense Scheme », *Reuters*, 28 février 1997.

41. ASAHI, Shimbun, 14 janvier 1995, cité par Christopher HUGHES, « The North Korean Nuclear Crisis and Japanese Security », *Survival*, vol. 38, n° 2, summer 1996, p. 102.

42. Estimation d'un expert d'un Institut de recherche scientifique sur le programme chinois des armes nucléaires dans un article en avril 1995, pas encore publié, pour évaluer les implications de la modification du Traité ABM. Voir Banning N. GARRETT and Bonnie GLASER, « Chinese Perspectives on Nuclear Arms Control », *International Security*, vol. 20, n° 3, winter 1995/96, p. 73.

43. Commentaire d'un haut fonctionnaire anonyme du ministère des Affaires étrangères dans un entretien avec Patrick TYLER du *New York Times*, « China Warns against 'Star Wars' Shield for US Forces in Asia », February 18, 1995. D'autres discussions : « China Vexed by US Push for a Shield Against Nukes », *Christian Science Monitor*, May 17 1995 ; et Robert G. SUTTER, « Theater Missile Defences: Possible Chinese Reactions ; US Implications and Options », Washington D.C., Congressional Research Service, *CRS Report* 94-154S, February 23, 1994.

44. Banning N. GARRETT and Bonnie GLASER, *op. cit.*, p. 74.

45. Robert NORRIS, Andrew S. BURROWS and Richard W. FIELDHOUSE, *Nuclear Weapons Databook*, vol. v, Boulder, Col., Westview, 1994, p. 273.

Ces menaces chinoises, lancées pour répondre à la participation japonaise dans le système TMD, ont aussi incité Tokyo à prêter encore plus d'attention à la capacité chinoise des missiles balistiques et à ses menaces. Les manœuvres chinoises avec les missiles DF-21 et M-9 autour de Taïwan en juin 1995 et en mars 1996 ont constitué, par la Chine, la première utilisation ostentatoire de missiles dans le but d'intimider un adversaire. Cela montre que Beijing adopte une stratégie plus active avec ses missiles tactiques et intermédiaires qu'avec ses missiles stratégiques. D'autre part, la Corée du Nord aussi s'oppose toujours à l'introduction du système TMD en Asie et pense que cela « va à l'encontre de la tendance au désarmement universel après la fin de la guerre froide et se situe en complète contradiction avec l'esprit de l'accord entre la Corée du Nord et les États-Unis et de l'accord pour la reprise des pourparlers entre la Corée du Nord et le Japon⁴⁶ ». De plus, d'autres pays d'Asie de l'Est ne voient pas d'un bon œil un Japon au rôle militaire grandissant. Dans ce contexte, le système TMD au Japon ne peut pas être considéré intrinsèquement comme un facteur de stabilité en Asie de l'Est. En outre, en raison de la vulnérabilité du Japon, les Japonais doutent toujours de l'efficacité de la défense antimissile. En juin 1993, un mois après l'essai du missile nord-coréen Ro-dong 1, l'ancien chef du Bureau de Défense de l'Agence de Défense, Shigeru Hatakeyama, a fait remarquer devant une commission de la Diète japonaise : « Le Japon est incapable de se défendre contre une attaque à haute altitude de la Corée du Nord⁴⁷. » Enfin, en raison de sa vulnérabilité, le Japon met toujours plus l'accent sur la conception de la « dissuasion par punition » et s'oppose à l'idée du « combat nucléaire ». La défense antimissile signifie une stratégie de « dissuasion par empêchement » selon laquelle on pense que le combat nucléaire est possible et acceptable⁴⁸. Cela est contradictoire avec la précédente conception. Aussi, bien que Tokyo et Washington aient réaffirmé au plus haut niveau, dans la Déclaration sur la Sécurité en avril 1996 signée par le Président américain et le Premier ministre japonais, leur volonté de continuer la coopération dans le programme TMD, une réaffirmation dans le plus haut niveau du gouvernement, des officiels japonais ont tout de même souligné que le gouvernement n'avait pas encore pris de décision ferme concernant le développement et l'installation éventuelle du système antimissile⁴⁹.

Bien que la Chine prête attention au développement du système TMD au Japon, des spécialistes chinois estiment que Beijing s'inquiète davantage de la possibilité de déploiement du système de la défense stratégique antimissile (BMD) aux États-Unis ou en Russie, les deux seules puissances capables

46. Steven HILDRETH and Jason D. ELLIS, *op. cit.*, p. 112.

47. *The Korea Herald*, 30 juin 1993 cité par KIM, Taewoo, « A New Nuclear Policy for Japan: The Korea that Can Say 'No' », *The Korean Journal of International Studies*, vol. 25, n° 2, 1994, p. 196.

48. Voir l'analyse de M. James J. WIRTZ, *Counter-force and Theater Missile Defense*, Strategic Studies Institute, US Army War College, March 27, 1995.

49. Theresa HITCHENS and Usui NAOAKI, *op. cit.*, p. 12.

d'effectuer la première frappe sur la Chine⁵⁰. Si Washington ne développe pas le système BMD, le système TMD en Asie peut seulement dégrader la dissuasion nucléaire chinoise, mais cela ne la réduirait pas à néant. La Chine pourrait encore maintenir une « dissuasion résiduaire » du moins à court terme. À l'avenir, si Beijing réussit aussi à développer sa propre défense antimissile, il sera difficile de peser les avantages et les inconvénients à long terme. Depuis toujours, la Chine met l'accent sur la logique de la « dissuasion par empêchement », dans laquelle la « dissuasion » et la « défense » se complètent mutuellement. La conception chinoise de la dissuasion dépend essentiellement de l'utilisation de la force défensive à convaincre les adversaires qu'ils ne pourraient pas atteindre leurs buts stratégiques. La Chine ne pense jamais que ses mesures de « défense » portent atteinte à la stabilité de la dissuasion ou à la crédibilité de la riposte nucléaire, à la différence de l'Occident (ex : la logique du Traité ABM). La Chine accorde toujours de l'importance aux mesures de « limitation des dommages » afin de maintenir sa capacité de combat. Bien que Beijing s'oppose toujours à la défense antimissile des États-Unis et du Japon, la majorité des spécialistes de la Chine estiment qu'on doit développer un système de défense antimissile. Même si l'on n'est pas encore en mesure de le faire, ce système est tout de même un objectif d'avenir⁵¹. En 1993, un reportage a révélé que la Chine avait acheté 60 missiles russes S-300, comparables en capacité, aux missiles américains Patriote ; les S-300 pourraient intercepter des missiles balistiques tactiques en vol⁵². Aussi, Beijing aurait déjà acquis une capacité limitée de défense antimissile tactique. S'il existe des systèmes régionaux de défense antimissile de théâtre en Asie, y compris en Chine et au Japon, la sécurité de la Chine pourrait à long terme en tirer avantage. En raison des conditions géostratégiques de la Chine, Beijing dispose de la supériorité classique sur son territoire national. Le missile nucléaire serait la seule façon pour d'autres puissances régionales de menacer sérieusement la Chine. Une défense antimissile de théâtre en Chine permettrait de diminuer cette menace. D'autre part, elle pourrait peut-être aussi réduire la motivation japonaise à développer la force nucléaire. En présence de la défense antimissile de théâtre de la Chine, si le Japon avait envie d'établir sa propre force de dissuasion crédible, il lui faudrait mettre en place à court terme une capacité nucléaire massive. Face au choix de se doter rapidement d'une force nucléaire massive ou celui de continuer à dépendre de la dissua-

50. Banning N. GARRETT and Bonnie GLASER, *op. cit.*, p. 74.

51. Voir Bonnie S. GLASER and Banning N. GARRETT, « Chinese Perspectives on the Strategic Defense Initiative », *Problem of Communism* 35 : 2, mars-avril 1986, pp. 43-44. Sur les points de vue chinois concernant le SDI dans les années 80, voir aussi John GARVER, « China's Response to the SDI », *Asian Survey*, nov. 1986, pp. 1220-1239 ; Gerald SEGAL, « Perspective and Commentary : China, Japan and ATBMS », dans Donald L. HAFNER and John ROPER, dir., *ATBMS and Western Security : Missile Defenses for Europe*, Cambridge M.A., Ballinger, 1988, pp. 273-284 ; Michael J. MAZARR, « The Dragon and the Shield : Missile Defenses and the People's Republic of China », in *Missile Defenses and Asian-Pacific Security*, chap. 7, London, Macmillan, 1989, pp. 107-137.

52. TAI MING, Cheung, « China's Buying Spree », *Far Eastern Economic Review*, July 8, 1993, p. 26.

sion élargie des États-Unis, il est vraisemblable que Tokyo choisisse la deuxième solution.

Une défense antimissile de théâtre au Japon serait moins provocatrice pour la Chine et serait utile contre la menace des missiles tirés à partir d'un pays comme la Corée du Nord. Pourtant, une défense stratégique antimissile nippo-américaine serait contraire au Traité ABM⁵³ et aurait une influence déstabilisante plus grave pour les rapports de sécurité sino-japonais. Face à ce projet, Beijing suspecte l'alliance nippo-américaine de vouloir développer une capacité de première frappe nucléaire. Aujourd'hui, l'opinion publique japonaise ne perçoit pas bien encore la nécessité du système. Dans le souci de conserver des rapports militaires solides avec les États-Unis, Tokyo maintiendra les dialogues avec Washington sans prendre de décision significative. Or, le sentiment politique japonais favorable au système TMD devrait s'amplifier progressivement. Comme l'ancien directeur général de l'Agence de Défense japonaise, Taku Yamakazi, l'a affirmé : « les difficultés constantes concernant le TMD seront résolues si la Chine continue à renforcer l'établissement de ses armements au rythme actuel⁵⁴ ».

III – Interaction sino-japonaise pendant la crise nucléaire en Corée

Comme on l'a vu dans la partie précédente, la politique nucléaire japonaise consiste à garder l'option légale pour le développement des armes nucléaires « défensives » et à maintenir un potentiel nucléaire. En outre, Tokyo a toujours accordé de l'importance à l'utilité de la « dissuasion nucléaire » et soutenu la stratégie nucléaire américaine en Asie de l'Est. Il est aussi significatif que le gouvernement du Japon ait toujours été réticent à déclarer son territoire comme zone dénucléarisée. Et, bien que les preuves manquent pour affirmer que le gouvernement japonais a aujourd'hui l'intention de développer l'arme nucléaire, et que celui-ci ait de bonnes raisons de ne pas s'engager dans cette voie, il est permis de penser que la démonstration de certaines capacités techniques peut s'appliquer à des buts utiles de sécurité. Comme A. Mark l'a indiqué : « il est possible que la dissuasion nucléaire existe sans l'arme nucléaire ». Cela serait un genre de « dissuasion récessive » qui s'opère par la potentialité et la possibilité de développer des armes nucléaires⁵⁵. La crise nucléaire en Corée est peut-être le seul et le meilleur exemple pour observer le fonctionnement de cette dissuasion et l'interaction entre la seule puissance nucléaire asiatique déclarée (la Chine) et la puissance économique non nucléaire (le Japon) en Asie de l'Est.

53. Sur l'influence du Traité ABM à la décision japonaise vis-à-vis TMD, voir Stephen A. CAMBONE, « The United States and Theater Missile Defense in North-East Asia », *Survival*, vol. 39, n° 3, autumn 1997, pp. 75-79.

54. Steven HILDRETH and Jason D. ELLIS, *op. cit.*, p.111.

55. Andrew MACK, « A Northeast Asia Nuclear-Free Zone: Problems and Prospects », dans Andrew MACK (dir.), *Nuclear Policies in Northeast Asia*, Genève et New York, UNIDIR 1995, p. 105.

En novembre 1992, 1,5 tonne de plutonium français a été importée au Japon⁵⁶. Cela est de nature à accroître le potentiel nucléaire japonais, et le geste pourrait en lui-même constituer une dissuasion efficace. Dans le passé, Tokyo a habilement glissé le message aux États de la région disant qu'il dispose des éléments nécessaires pour fabriquer des armes nucléaires à court terme. Malgré ses propres démentis, le Japon se serait peut-être servi de l'acquisition de grandes réserves de plutonium de façon à rendre plus crédible ce message dans la région. Cela a suscité de vives réactions dans les États voisins. Comme il a été écrit dans un rapport secret du ministère de la Science et de la Technologie de Séoul en janvier 1993, « le Japon avait déjà acquis en 1980 la capacité de produire l'arme nucléaire, et la politique nucléaire japonaise était destinée à renforcer, en matière de défense et de diplomatie, sa position d'État nucléaire potentiel⁵⁷ ». Même la Corée du Nord a protesté, soutenant que cela constituait des preuves que le Japon a l'intention de développer la force nucléaire. Cet argument a aussi offert à Pyongyang l'occasion de légitimer son programme nucléaire pendant la crise.

Le 12 mars 1993, la Corée du Nord a annoncé sa décision de se retirer du Traité de non-prolifération (TNP). Cela a provoqué des réactions beaucoup plus vives que l'acquisition chinoise des armes nucléaires dans les années 60. En effet, en raison de la grande confiance qu'inspiraient la puissance et la garantie américaines, le premier essai nucléaire chinois en 1964 a suscité peu d'émotion, selon les études de M. Welfield⁵⁸. Or, le contraste avec les réactions japonaises vis-à-vis de la crise nucléaire en Corée est considérable. Bien que Tokyo ne voie pas de menaces immédiates et massives dans la bombe nord-coréenne, le fait que celle-ci soit malgré tout considérée comme une menace potentielle reflète la diminution de la confiance japonaise dans l'engagement américain en Asie⁵⁹. La politique japonaise vis-à-vis de la crise consiste, d'une part, à coopérer étroitement avec les États-Unis et la Corée du Sud en adoptant la politique du « bâton et de la carotte » par l'encouragement et la sanction économique, d'autre part, à essayer d'impliquer la Chine, la dernière alliée fiable de la Corée du Nord, dans la résolution de la crise et d'user de son influence pour empêcher Pyongyang de poursuivre son programme nucléaire. En soulignant le rôle de la Chine et en s'efforçant d'impliquer celle-ci, le Japon veut, semble-t-il, laisser penser que Beijing doit être responsable du développement nord-coréen de l'arme nucléaire et de ses conséquences. Et une des conséquences serait que Tokyo suivra Pyongyang dans le développement de la

56. Sur l'affaire du plutonium japonais, voir Robert A. MANNING, « Rethinking Japan's Plutonium Policy », *The Journal of East Asian Affairs*, vol. 9, n° 1, win./spr. 1995, pp. 114-131 et HAN, Yong-Sup, *Nuclear Disarmament and Non-Proliferation in Northeast Asia*, chap. 5, « Japan » Research Paper, n° 33, Geneva & New York, UNIDIR, 1995, pp. 49-52 et Motoya KITAMURA, *op. cit.*

57. *Proliferation Issues*, 15 janvier 1993, pp. 8-9.

58. John WELFIELD, *Japan and Nuclear China: Japanese Reactions to China's Nuclear Weapons*, Canberra, Australian National University Press, 1970, pp. 2-35, cité par Christopher W. HUGHES, « The North Korean Nuclear Crisis and Japanese Security », *Survival*, 38:2, summer 1996, p. 100.

59. Voir l'analyse de Christopher W. HUGHES, *op. cit.*, pp. 87-88 et p. 100.

force nucléaire, ce qui portera grandement atteinte aux intérêts stratégiques de la Chine. Pour faire monter le prix du non-engagement chinois, le Japon a fait pendant la crise plusieurs allusions sur l'ouverture de son option nucléaire une fois que la Corée du Nord serait en possession de l'arme nucléaire. Ceci aurait constitué un facteur important pour faire pression sur la Chine pendant la crise.

Au début de la crise, la Chine s'est peu impliquée et a gardé un profil bas. Elle ne voulait pas intervenir dans la négociation afin d'éviter d'engager sa responsabilité. La politique chinoise déclarée consiste à maintenir la stabilité et la dénucléarisation de la Péninsule coréenne par les méthodes du dialogue et de la négociation⁶⁰. Il est peu probable que la Chine veuille voir une Corée du Nord dotée de l'arme nucléaire, mais elle ne souhaite certainement pas plus voir son frère communiste coréen humilié par la pression occidentale. Beijing a paralysé toute action du Conseil de sécurité de l'ONU, y compris la sanction économique. D'autre part, la Chine a plus ou moins utilisé l'impression que les autres États ont de son rôle, rôle selon lequel « la crise nord-coréenne pourrait seulement être traitée avec le soutien de la Chine », pour accumuler des avantages comme celui qui consiste à distinguer la question des essais nucléaires ou des droits de l'homme de celle de la prorogation de la clause de la nation la plus favorisée des États-Unis en 1993 et 1994. Malgré le profil bas de la Chine et la dénégation de sa grande influence vis-à-vis de la Corée du Nord, Tokyo a toujours mis l'accent sur l'importance du rôle de la Chine. Depuis le début de la crise, le ministère des Affaires étrangères japonais a estimé que la Chine jouerait un rôle de « persuasion⁶¹ ». C'est la raison pour laquelle la plupart des initiatives diplomatiques du Japon tendaient à rendre la Chine conforme à la politique américaine sur la Corée du Nord.

Le 11 juin 1993, un jour avant la date limite, Pyongyang a décidé de suspendre aussi longtemps qu'elle le considérait nécessaire la mise en vigueur de son retrait du TNP et a continué la négociation avec Washington. Or, le même jour, le gouvernement japonais signalait par ailleurs que la Corée du Nord venait de procéder avec succès à un test de lancement de son nouveau missile No-Dong-1 d'une portée de 1000 km, donc capable d'atteindre le Japon. Dans ce contexte-là, lors du sommet économique du G-7 à Tokyo en juillet 1993, les dirigeants japonais refusèrent de soutenir la prolongation indéfinie du TNP s'il n'était fixé de date pour le désarmement des puissances nucléaires⁶². Il est évident que le Japon ne serait pas satisfait d'une position d'infériorité nucléaire permanente, en particulier vis-à-vis de son voisin nucléaire chinois. Quelques jours plus tard, le 28 juillet, le ministre japonais des Affaires étrangères, Kabun Muto, a assuré que Tokyo signerait le TNP. Pourtant,

60. Voir CHENG, Yujie, « The Nuclear Issue in the Korean Peninsula », *Les relations internationales contemporaines* (Xiandai Guoji Guanxi), n° 47, septembre 1993, pp. 17-19.

61. *Asahi Shimbun*, Tokyo, 13 mars 1993, p. 2, cité par Christopher W. HUGHES, *op. cit.*, p. 100.

62. Sur la position japonaise concernant le TNP, voir KUROSAWA, Mitsuru, « Au-delà de la conférence du TNP : une perspective japonaise », *Politique étrangère*, n° 3, automne 1995, pp. 671-680.

en réponse aux questions des journalistes japonais, il a fait les commentaires suivants : « si la Corée du Nord développe l'arme nucléaire et que cela devient une menace pour le Japon, il importe de compter d'abord sur le parapluie américain, protection dont nous pouvons dépendre. Mais dans le pire des cas, il est important que nous ayons la volonté « de pouvoir le faire⁶³ ». Depuis lors, des déclarations semblables ont été répétées par d'autres hauts fonctionnaires. Des doutes s'amplifient concernant le développement potentiel nucléaire du Japon. En février 1994, le Japon a réussi à lancer la fusée H-2, qui pourrait fournir la capacité du missile balistique de longue portée. En juin 1994, alors que la tension était à son comble, le premier ministre Hata déclarait pendant la séance de questions à la Diète japonaise qu' : « Il est certain que le Japon a la capacité de posséder l'arme nucléaire, mais nous ne l'avons pas fabriquée⁶⁴. » Auparavant, Tokyo avait toujours refusé de faire des commentaires relatifs à la question de savoir si le Japon dispose de la technologie pour produire la bombe nucléaire et s'en était tenu aux trois principes non nucléaires depuis 1968. C'était peut-être la première fois qu'un dirigeant japonais avouait publiquement le potentiel nucléaire de son pays. Le 1^{er} août 1994, le journal japonais, *Mainichi Shimbun*, publiait un rapport très secret de 1969 du ministère des Affaires étrangères selon lequel on aurait déclaré que le Japon devrait s'assurer d'être en mesure d'acquérir l'arme nucléaire en cas de besoin. « Maintenant, nous adopterons une politique de non possession de l'arme nucléaire. Pourtant, nous maintiendrons le potentiel économique et technique pour produire l'arme nucléaire⁶⁵. » Même après avoir approuvé l'extension illimitée du TNP en 1995, des officiels japonais avaient remarqué qu'il existait « une clause dans le TNP permettant de se retirer du Traité⁶⁶ ». Cela aurait des influences sur les attitudes chinoises relatives à la crise.

Le 20 octobre 1993, l'ambassadeur de Chine à Séoul déclarait : « La Chine jouera un rôle actif et constructif pour aider à résoudre au plus tôt la question nucléaire dans la Péninsule coréenne⁶⁷. » Même si, officiellement, Beijing continue à dire que la question nucléaire coréenne est directement et exclusivement une affaire entre la Corée du Nord, d'une part, et les États-Unis, l'AIEA et la Corée du Sud, d'autre part – autrement dit, ce n'est pas une affaire chinoise –, en fait, Beijing a commencé à influencer plus activement Pyongyang. En novembre 1993, la Chine a envoyé un groupe militaire, dirigé par le Général Hong Xue-Zhi, ancien de la guerre de Corée au début des années 50, pour rencontrer le Président nord-coréen, Kim Il-Sung⁶⁸. Selon les journaux de la Corée du Sud, en mars 1994, alors que la tension était encore une fois

63. « Official Says Japan Will Need Nuclear Arms if N. Korea Threatens », *The Los Angeles Times*, 29 July 1993, p. A4.

64. *Kyodo News Report*, 17 juin 1994, cité par FBIS-EAS-94-117 (Foreign Broadcast Information Service, *Daily Report: East Asia*), 17 juin 1994, p. 6.

65. *The Washington Times*, 5 août 1994.

66. Ivo H. DAALDER, « What Vision for the Nuclear Future? », *The Washington Quarterly*, n° 18, spring 1995, p. 130.

67. *International Herald Tribune*, 21 octobre 1993.

68. *Min Pao* (Journal de Hong-Kong), 9 novembre 1993, p. A-15.

montée, Beijing envoyait une autre délégation militaire à Pyongyang. De plus, de hauts représentants de la Corée du Nord ont aussi été invités à visiter la Chine⁶⁹. Il est difficile de connaître le contenu des réunions. Or, il est possible que Beijing ait discuté de la crise nucléaire avec les dirigeants nord-coréens et consulté la Corée du Nord sur ses intentions réelles pendant toutes les phases de l'escalade de la crise et cherché à connaître sa vraie situation en matière de développement nucléaire.

Le Japon attachait de l'importance au rôle de médiateur de la Chine. En novembre 1993, le premier ministre Hosokawa considérait la Chine comme le « facteur le plus influent » dans la discussion avec la Corée du Nord⁷⁰. En février 1994, le Premier ministre japonais déclarait encore : « Le rôle que la Chine peut jouer est très important. On espère qu'elle continuera à exercer une pression sur la Corée du Nord⁷¹. » Tokyo a donc demandé plusieurs fois à Beijing de se montrer persuasif auprès de Pyongyang. Le 20 décembre 1993, M. Tadashi Ikeda, directeur de la division des Affaires asiatiques au ministère japonais des Affaires étrangères, rencontrait à Beijing son homologue chinois, M. Wan Yingfan. À l'occasion des entretiens, le Japon a instamment demandé à la Chine d'user de son influence envers Pyongyang pour résoudre la crise nucléaire⁷². Le 20 mars 1994, le premier ministre M. Hosokawa rencontrait son homologue chinois, M. Li Peng, à qui il a « fait part de son inquiétude », après l'échec de l'inspection AIEA et des pourparlers inter-coréens. M. Hosokawa a « demandé expressément à Beijing de persuader la Corée du Nord d'appliquer les réglementations de l'AIEA⁷³ ». Le 23 avril, M. Tsutomu Hata, ministre des Affaires étrangères devenu plus tard Premier ministre, a déclaré qu'il était « inévitable que l'ONU prenne des sanctions économiques si Pyongyang persistait dans son refus ». Il a répété que son pays coopérait avec les États-Unis, mais appellerait également la Chine à jouer un rôle dans le règlement de la crise⁷⁴. Le 6 juin, dans la politique déclarée par le premier ministre Hata, il a indiqué que le Japon souhaitait obtenir le soutien de la Chine pour exercer son influence sur la Corée du Nord⁷⁵.

Si l'on était sûr qu'une Corée du Nord dotée de l'arme nucléaire ne provoquerait pas la prolifération nucléaire au Japon et en Corée du Sud, Beijing serait plus décontracté sur la crise coréenne. En tant que partenaire le plus fiable de Pyongyang, la Chine aurait peu à craindre de la petite force nucléaire nord-coréenne. Cependant, personne n'est sûr de pouvoir empêcher la contagion au Japon et en Corée du Sud. Il est évident que la principale motivation chinoise à s'occuper de la question nucléaire en Corée est l'inquié-

69. Voir ZHANG, Ya-Jun, « L'influence chinoise dans la crise nucléaire en Corée », *Études sur la Chine Continentale*, Taipei, vol. 37, n° 8, août 1994, p. 50.

70. Christopher W. HUGHES, *op. cit.*, p. 88.

71. *Ibid.*

72. *International Herald Tribune*, 22 décembre 1993.

73. *Financial Times*, 21 mars 1994.

74. *International Herald Tribune*, 23 avril 1994.

75. KIM, Hong-Nack, « Japan's North Korea Policy in the Post-Cold War Era », *Korea and World Affairs*, vol. 18, n° 4, winter 1994, p. 684.

tude de la prolifération nucléaire au Japon. La politique chinoise dans la crise consiste à dénucléariser la péninsule coréenne et le Japon afin de maintenir sa supériorité militaire vis-à-vis de Tokyo et de faire en sorte que le Japon reste un « pays hors norme ». La Chine espère que le Japon acceptera un rôle subordonné et qu'il ne pourra donc la défier militairement. Or, il est peu probable que le Japon accepte un tel statut. Grâce à ces inquiétudes, Tokyo trouve la force de demander à Beijing d'empêcher le développement nucléaire de la Corée du Nord et de maintenir la crédibilité de la dissuasion élargie des États-Unis.

Or, l'inconvénient de la « dissuasion récessive » est que Pyongyang pourrait y trouver un intérêt politique. Si la « dissuasion récessive » sert au Japon, elle sert aussi aux autres pays non nucléaires. En effet, la Corée du Nord a toujours critiqué la position nucléaire du Japon pour justifier son attitude dans le domaine nucléaire. Pendant la crise, même si Tokyo a essayé de ne pas offrir à Pyongyang de prétexte que la Corée du Nord pourrait utiliser des armes nucléaires pour légitimer son développement, des reportages ont révélé que Pyongyang avait déclaré que son propre développement possible des armes nucléaires serait destiné à contenir le développement de la force nucléaire par le Japon. Pyongyang a protesté que Tokyo avait émis des rumeurs sur le programme nucléaire de la Corée du Nord afin de détourner l'attention des soupçons sur l'affaire du plutonium japonais. En avril 1994, un haut diplomate de la Corée du Nord faisait remarquer que l'accord inter-coréen sur la dénucléarisation de la Péninsule coréenne deviendrait « insignifiant » si le Japon choisissait l'option nucléaire. Et si cela avait lieu, la Corée du Nord aurait besoin de poursuivre son propre programme de l'arme nucléaire⁷⁶. De plus, Pyongyang a toujours laissé entendre que le Japon était son premier objectif d'attaque nucléaire, mais pas la Corée du Sud. Le 26 mars 1994, dans le journal du Rodong Shinmun, organe du parti communiste nord-coréen, on a accusé « les réactionnaires japonais de fausse propagande et de pression » contre la Corée du Nord, et averti qu'« une fois que la guerre aura éclaté dans la Péninsule coréenne, le Japon ne sera pas à l'écart du conflit⁷⁷ ». En avril 1994, l'ambassadeur nord-coréen en Inde a aussi déclaré dans un entretien que « notre arme nucléaire, si elle était développée, serait destinée à contenir le Japon⁷⁸ ». Il est clair que Pyongyang souhaite se servir du sentiment nationaliste antijaponais pour gagner le soutien des Coréens sur sa politique nucléaire.

Conclusion : quelles perspectives ?

Les nouvelles lignes directrices de sécurité de l'alliance nippo-américaine, adoptées le 23 septembre 1997, renforcent le rôle du Japon en cas de conflit régional. C'est une évolution importante. De protégé passif, Tokyo

76. Andrew MACK, *op. cit.*, p. 100.

77. *Yomiuri Shimbun*, 27 mars 1994, cité par KIM, Hong-Nack, *op. cit.*, p. 681.

78. « DPRK Ambassador to India interviewed », *FRIS, EA*, 6 avril 1994, p. 32.

devient partenaire actif des États-Unis dans la défense régionale. Le Japon se trouverait entraîné contre son gré dans un possible conflit sino-américain. Beijing a vivement réagi, craignant qu'il ne s'agisse d'un élément d'« encerclement » de la Chine. Depuis la mort de Deng Xiaoping, le problème de la succession politique a peut-être été résolu lors du Quinzième Congrès du Parti communiste réuni en septembre 1997. Cela signifie que la croissance économique rapide ne serait pas perturbée à court terme, et que la modernisation de l'armée chinoise se poursuivrait. Au fur et à mesure du déclin de l'influence militaire des superpuissances en Asie de l'Est, on voit clairement l'augmentation substantielle du pouvoir des grandes puissances régionales, à savoir le Japon et la Chine. Les rapports sino-japonais deviendraient la relation bilatérale la plus importante pour former la base du cadre de sécurité toujours attendue dans cette région. Or, malgré les relations économiques grandissantes entre la Chine et le Japon, les liens stratégiques ne sont pas devenus meilleurs. Les rapports sino-japonais demeurent encore dans l'incertitude car ces deux pays ont des forces et des priorités très différentes et considèrent l'autre comme une menace potentielle légitimant l'accroissement des dépenses militaires.

Dans cette dynamique du changement, le fonctionnement de la dissuasion nucléaire jouerait un rôle structurel important pour la stabilité régionale et l'équilibre des puissances. Les autorités politiques japonaises ne renonceraient pas définitivement à l'option nucléaire au cas où le parapluie nucléaire américain viendrait à faire défaut. Elles garderaient discrètement ouvertes toutes les possibilités technologiques (nucléaire, missiles, espace,...). La Chine poursuivrait la modernisation de sa force nucléaire et essaierait de dénucléariser le Japon afin de garder sa supériorité militaire (en particulier la capacité nucléaire) vis-à-vis de Tokyo. La crédibilité de la dissuasion élargie des États-Unis en Asie de l'Est joue encore un rôle important pour maintenir la stabilité stratégique et pour empêcher la prolifération nucléaire dans la région. Dans le cadre stratégique États-Unis-Japon-Chine, la dynamique de l'interaction sino-japonaise et la façon dont les États-Unis se positionnent envers ces deux pays pourraient engendrer à l'avenir des réalignements politiques et stratégiques majeurs en Asie de l'Est.

Kaléidoscope : l'instrumentalisation du problème de la drogue dans les Amériques

Guillermo AUREANO, Michel FORTMANN, Michel LOPEZ*

Sachez, monsieur le juge, que mon pays ne
peut se passer de la cocaïne sur le plan
économique. Mais j'ai trouvé une fonction
supplémentaire au trafic des stupéfiants :
l'argent de la drogue nous aide à combattre les
communistes.

Luis García Gómez, ministre de l'Intérieur du
dictateur bolivien Luis García Meza, devant le
juge qui lui a concédé le droit de s'exiler en
Argentine.

ABSTRACT — *An Issue For All Seasons: The Politization of The Drug Problem In the Americas*

The purpose of this article is to shed new light on the issue of drug trafficking in the Americas. Specifically its objective is to demonstrate that the perception of drug trafficking as a national security threat is only one aspect of a much more complex socio-political phenomenon. First, this paper presents the multilateral mechanisms that serve as a framework to facilitate regional cooperation on drug matters. It goes on to analyze the different approaches of regional drug trafficking. It concludes that a much more flexible approach is needed to gain an in-depth understanding of drug politics in the Americas.

À l'été 1996, les autorités américaines venaient d'annuler le visa du président colombien Ernesto Samper, accusé d'avoir financé sa campagne électorale avec des fonds provenant du trafic des stupéfiants. Cette décision, plutôt symbolique, allait-elle précipiter la chute de Samper? On pouvait en douter. Les poursuites intentées contre lui avaient toutes fait long feu. Parallèlement, son gouvernement tentait, tant bien que mal, de convaincre les États-Unis de ne pas suspendre leur aide économique. Pour faire également preuve de bonne volonté, Samper a entamé un programme de destruction massive des champs de coca. Immédiatement, les cultivateurs touchés se sont insurgés et ont littéralement pris d'assaut plusieurs villes dans le sud du pays. Profitant du désordre et du mécontentement populaire, les guérillas ont alors lancé une offensive qui a fait vaciller le gouvernement. À l'automne 1996,

* G. Aureano est chargé de cours et secrétaire administratif du projet Collège des Amériques au bureau de la coopération internationale, Université de Montréal. M. Fortmann est professeur au Département de science politique, Université de Montréal et M. Lopez est étudiant au doctorat au Département de science politique de la même université.